

24/08/09

## NON A L'ALLIANCE CONTRE NATURE

Cet été, CPNT est sorti du bois, tandis que l'UMP affichait sa compassion. Las de « prendre des claques », Frédéric Nihous a, en effet, cherché refuge auprès de Xavier Bertrand pour dessiner un avenir plus serein à son mouvement d'extrême chasse qui n'en finit pas d'agoniser. S'il n'appartient pas aux ONG apolitiques d'entrer dans la stratégie politicienne, les associations ne peuvent rester indifférentes aux manœuvres qui sont contraires aux valeurs environnementales élémentaires. Pourquoi ? Parce que cette connivence CPNT/UMP serait, d'une part un mépris flagrant à l'égard des acteurs qui se sont investis dans le Grenelle de l'Environnement et de la Mer à la demande du gouvernement et, d'autre part, une décrédibilisation des engagements de ce dernier malgré l'urgence reconnue des mesures à prendre. Adepte de la contestation systématique de toutes les majorités au pouvoir, CPNT ne voit l'avenir qu'au bout du canon.

La manifestation de chasseurs à Valenciennes (marquée par de violentes échauffourées avec les forces de police et des dégâts importants à la charge du contribuable) est, à ce titre, exemplaire. De même, quelques morceaux choisis parmi les déclarations de ce mouvement en donnent la mesure :

Propos du représentant CPNT de Charente-Maritime en commentaire des dates d'ouverture de la chasse au gibier d'eau adoptées par le ministère de l'Ecologie : « *C'est une honte. Pauvre France !!! Voilà mon sentiment sur ce torchon, ce ramassis d'incohérences que certains osent encore appeler arrêté ministériel.* ». En réalité, ces dates sont les mêmes que celles de l'année passée et correspondent à l'accord signé entre chasseurs, associations environnementales et ministère de l'Ecologie dans le cadre de la Table Ronde Chasse en juillet 2008.

- Sur la taxe carbone :

Si CPNT comprend qu'il convient de lutter contre le dérèglement climatique, le mouvement qui se dit de la ruralité dénonce la préconisation générale de la taxe carbone telle qu'envisagée par M. Rocard et œuvre pour obtenir une dérogation générale pour les ruraux !

- Sur la pêche et les ressources halieutiques :

Selon F. Nihous : « *La commission de Bruxelles est en train de tuer la pêche artisanale française alors même que nos ressources en poissons sont abondantes.* » !!! Faisant fi des alertes émises sur le déclin des ressources, par les organismes de recherches internationaux et, en premier lieu, Ifremer.

Ces déclarations montrent que cette alliance se fera sur la base de discussions très éloignées de la politique gouvernementale engagée depuis deux ans, notamment dans le domaine du

développement durable et de la sauvegarde de la biodiversité. En bref, cette alliance sera contraire au sens de l'histoire.

CPNT se sert de la ruralité comme levier pour prêcher l'exception fiscale en faveur de certaines « niches » agricoles, piscicoles, cynégétiques, etc ... à travers une idéologie anti-écologiste et anti-européenne. Le gouvernement a déjà « offert » un secrétariat d'Etat à la ruralité dans le remaniement gouvernemental de juin dernier, à la suite de la mission confiée par Michel Barnier, ministre de l'Agriculture, à Frédéric Nihous.

On peut imaginer que la négociation qui aura lieu entre Xavier Bertrand et Frédéric Nihous se fera à la faveur d'un partenariat entre UMP et CPNT « *sur la base d'un accord programmatique gagnant-gagnant... On veut [selon le leader de CPNT] le règlement d'un certain nombre de dossiers auxquels on tient comme celui des dates d'ouverture de la chasse au gibier d'eau, celui de la sylviculture dans le Sud-ouest ou encore la diversité agricole... Si ça marche, on intégrera le comité de liaison de la majorité présidentielle.*».

Autant dire que la Table ronde de la chasse, mise en place par Jean-Louis Borloo, n'a plus lieu d'être. Par ailleurs, il est à craindre que la politique française sur l'agriculture, la forêt et la pêche tienne peu compte des ressources naturelles et conduise à des voies sans issue écologiques.

Dans de telles circonstances, les raisons politiques de court terme à l'aube d'élections régionales qui visent à élargir la majorité de droite sont-elles judicieuses ? Le Président de la République et le gouvernement se sont engagés, depuis 2 ans, dans le défi de l'écologie par l'action et le pragmatisme en associant largement tous les acteurs de la société (méthode Grenelle) sans y mêler l'idéologie.

L'empreinte de CPNT, qui bafoue le droit, ne reconnaît pas les Directives Européennes, méprise le déclin dramatique de la biodiversité, etc ... n'est pas compatible avec l'engagement écocitoyen qui se fait jour aujourd'hui.

Yann Arthus Bertrand – Président de Good Planet

Allain Bougrain Dubourg – Président de la LPO

Sébastien Genest – Président de FNE

François Letourneux - Président du Comité UICN

Serge Orru – Directeur Général de WWF France

Hubert Reeves – Président de la Ligue ROC